

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 598 13 JANVIER 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

SAINT HILAIRE

Le 13 janvier est la fête de Saint Hilaire (315-367)

Evêque de Poitiers il combattit l'hérésie arianiste qui niait la divinité du Christ. Deux cent ans après eut lieu le baptême de Clovis qui fit de la France la fille aînée de l'Eglise.

EDITO

J'ai écrit et il faut répéter qu'il y a au moins 500 palais publics à vendre. Il existe en plus une grande quantité d'autres immeubles d'Etat à vendre. A ce titre, l'Etat vient de se séparer d'un château qui abritait l'école des sapeurs-pompiers ce qui a donné plus de trois millions d'euros.

Mais cette cession s'apparente à la vente des bijoux de la couronne. En effet, pour que la vente ait un résultat tangible, il faudrait que l'Etat cesse de dépenser à tout va et de créer de nouveaux déficits. Alors, les sommes immenses à recevoir par la vente des biens publics pourraient servir à rembourser les dettes et à supprimer des impôts : ce serait le cercle vertueux créateur de la croissance nécessaire pour vaincre la crise.

Le pouvoir sarkozien faisant l'inverse nous allons simplement assister lors de chaque et rare vente à une très légère diminution de déficit budgétaire comme pour un navire en perdition qui se déleste de sa cargaison.

Au même moment nous apprenons que pour la présidence européenne de la France, 12 étoiles illuminées dont nous n'avons nul besoin avaient été installées sur la tour Eiffel. Elles viennent d'être retirées. Il a fallu employer des alpinistes de nuit. Personne ne chiffrera jamais le coût d'une telle plaisanterie.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

SCANDALE A LA LEGION D'HONNEUR

Donc, Madame Simone Veil qui est la principale responsable de la loi mortifère généralisant l'avortement en France vient, le premier janvier 2009, d'être élevée à la dignité de Grand Officier de la légion d'honneur. Mais le vrai scandale n'est pas là et il est pire. Cette imposture n'a pu avoir lieu qu'avec la volonté ardente du chef de l'Etat.

En effet, ce dernier a pris le 21 novembre 2008 un décret permettant d'éviter pour certains le trajet fastidieux qui oblige à gravir les échelons : chevalier, officier, commandeur.

C'est un véritable coup de force réalisée en la faveur de la dame. D'ailleurs elle s'est prétendue « gênée » d'une telle faveur.

Remarquons que la presse aux ordres minimise le geste et qu'en novembre on s'est bien gardé à l'époque de célébrer ce décret.

Au nom du devoir de mémoire nous publions le texte ci-dessous

Article R17

Modifié par [Décret n°2008-1202 du 21 novembre 2008 - art. 2](#)

Nul ne peut accéder à la Légion d'honneur dans un grade supérieur à celui de chevalier.

Toutefois des nominations directes aux grades d'officier et de commandeur ainsi qu'à la dignité de grand officier peuvent intervenir, dans les conditions fixées à l'article R. 32-1, afin de récompenser des carrières hors du commun, tant par leur durée que par l'éminence des services rendus. Ces nominations interviennent dans la limite de 2 % de chaque contingent annuel correspondant en ce qui concerne les grades d'officier et de commandeur et dans la limite d'une nomination par an en ce qui concerne la dignité de grand officier.

La dignité de grand officier appartient de plein droit aux anciens Premiers ministres qui ont exercé leurs fonctions durant deux années au moins.

Cité par:

[Code de la Légion d'honneur et de la médaille m... - art. R19 \(V\)](#)

[Code des pensions militaires d'invalidité et de... - art. R32-1 \(V\)](#)

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

AUSTRALIE

Ce pays s'est déjà signalé par sa politique ferme et franche vis-à-vis de l'immigration. Voici un nouveau texte communiqué par un lecteur.

Pour information,

Date: dimanche 11 Janvier 2009, 11 h 44

Le premier ministre de l'Australie, John Howard

Les musulmans qui veulent vivre selon la loi de la Sharia Islamique se sont fait dire tout récemment de quitter l'Australie, dans le but de parer à d'éventuelles attaques terroristes, le gouvernement ayant ciblé les radicaux.

Apparemment, le premier ministre John Howard a choqué quelques musulmans australiens en déclarant Citation: ' LES IMMIGRANTS, NON

AUSTRALIENS, DOIVENT S'ADAPTER. À prendre ou à laisser, je suis fatigué que cette nation s'inquiète à savoir si nous offensoons certains individus ou leur culture. 'Notre culture s'est développée en luttés, d'habileté et de victoires par des millions d'hommes et de femmes qui ont recherché la liberté.'

'Notre langue officielle est l'ANGLAIS; pas l'Espagnol, le Libanais, l'Arabe, le Chinois, le Japonais, ou n'importe quelle autre langue. Par conséquent, si vous désirez faire partie de notre société, apprenez-en la langue!'

'La plupart des Australiens croient en Dieu. Il ne s'agit pas d'obligation chrétienne, d'influence de la droite ou de pression politique, mais c'est un fait, parce que des hommes et des femmes ont fondé cette nation sur des principes chrétiens, et cela est officiellement enseigné.

Il est parfaitement approprié de les afficher sur les murs de nos écoles. Si Dieu vous offense, je vous suggère alors d'envisager une autre partie du monde comme votre pays d'accueil, car Dieu fait partie de notre culture.'

'Nous accepterons vos croyances sans poser de question. Tout ce que nous vous demandons c'est d'accepter les nôtres, et de vivre en harmonie pacifiquement avec nous.'

'Ici c'est NOTRE PAYS, NOTRE TERRE, et NOTRE STYLE DE VIE. Et nous vous offrons l'opportunité de profiter de tout cela. Mais si vous en avez assez de vous plaindre, de vous en prendre à notre drapeau, notre engagement, nos croyances chrétiennes, ou de notre style de vie, je vous encourage fortement à profiter d'une autre grande liberté Australienne, 'LE DROIT DE PARTIR.'

'Si vous n'êtes pas heureux ici, alors PARTEZ. Nous ne vous avons pas forcés à venir ici. Vous avez demandé à être ici. Alors, acceptez le pays que VOUS avez accepté.'

(Peut-être que si nous faisons circuler ceci parmi nous, les Américains, les Canadiens, les Européens, tous les citoyens du monde trouveraient le moyen de se tenir debout et commenceraient à parler et à répandre les mêmes vérités).

Si vous êtes d'accord, s'il vous plaît

FAITES SUIVRE CE MESSAGE.



*Monseigneur Georges
du Clergé Patriarcal Melkite Catholique
www.lasaintecroix.org*

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 12 JANVIER 2009

VACLAV KLAUS

Il n'est pas exagéré de dire que le président de la République tchèque, eurosceptique et adepte de l'économie de marché, porte à lui seul l'espoir de centaines de millions d'Européens.

Pour le comprendre, il est nécessaire de bien enregistrer le lien fondamental entre l'euro-scepticisme et l'économie de marché. L'Europe avait été fondée avec des apparences libérales à la fois dans le discours et dans quelques gestes sur certains marchés. Mais, depuis lors, par une pente tout à fait naturelle elle s'est transformée en une bureaucratie tentaculaire fonctionnant, telle une dictature, sans aucun contrôle et répandant sur toute l'Europe des réglementations et des impôts : ce sont les stigmates habituels du socialisme le plus vulgaire et la conséquence est l'affaiblissement économique du continent. La bureaucratie européenne comme toute bureaucratie publique travaille principalement pour le bien-être des eurocrates c'est-à-dire des fonctionnaires de la bureaucratie.

Mais si certaines nations sortent de l'Europe, ce qui serait extrêmement salutaire pour elles, il est fondamental que, loin de renoncer à l'économie de marché, elle rompent avec le socialisme pour ce qui les concerne et adhèrent clairement au libre échange : tout autre politique serait suicidaire.

La présidence tchèque de l'Union européenne s'exerce après la présidence française qui est déjà partie en fumée. Mais, surtout, elle prend place après le « non » de l'Irlande se produisant après ceux de la France et de la Hollande. Les 3 millions d'Irlandais ont signifié à l'Europe clairement un « non » à la dictature.

Sur le plan politique, les eurocrates qui sont évidemment anti-démocrates ont bien montré leur mépris de la démocratie en indiquant franchement qu'ils s'arrangeraient du vote

négalif de 1 % de la population du continent, quitte à faire revoter ces Irlandais obtus jusqu'au moment où ils voteraient « oui ». Cela donne d'ailleurs aux Irlandais une idée du sort qui les attend si la nouvelle constitution finissait par passer !

De même, se manifeste le mépris pour ce peuple irlandais. On a fait remarquer que c'est la classe ouvrière et l'Irlande rurale qui ont massivement voté non ; il était sous-entendu ainsi que ces rebelles étaient inférieurs aux gens prétendument éduqués qui auraient voté oui.

Également, l'esprit totalitaire apparaît clairement dans le fait qu'aucun des autres Etats n'a osé consulter les citoyens par référendum sachant bien ou pressentant qu'en majorité leurs citoyens sont hostiles à la constitution bricolée sous forme d'un traité illisible approuvés par les seuls parlements. Simultanément, il apparaît, dans cette circonstance, que dans toute l'Europe les peuples ne se considèrent pas comme vraiment représentés par leurs pseudo élites ; les élections dans la plupart des pays prétendument démocratiques sont trafiquées de diverses façons et il n'est pas étonnant qu'un fossé existe et se creuse tous les jours.

Sur le plan économique, les prédateurs publics européens manifestent depuis des lustres qu'ils ont la résolution de s'occuper de tout dans tous les détails avec le plus parfait mépris pour le marché. Le jour même où le « non » était prononcé en Irlande, ils se sont occupés de la pêche au thon rouge en brutalisant les pêcheurs de tout le continent par des instructions autoritaires, alors que manifestement les problèmes de la pêche devaient être résolus par le jeu du marché libre. Rappelons aussi les fromages, le foie gras et tutti quanti. Quant à la fessée, elle est aussi une grande préoccupation des dictateurs européens puisqu'ils sont en train de l'interdire.

Ces années-ci, par la volonté des eurocrates, se réalise une formidable opération de mise aux normes de tous les ascenseurs dans un continent de 500 millions d'habitants ; c'est pratiquement une agression contre le logement, alors que là, encore, c'est le jeu du marché qui devrait nous protéger au mieux des accidents éventuels dans les ascenseurs.

La constitution, présentée faussement comme un simple traité, prévoit de nouveaux et nombreux transferts de compétences vers Bruxelles, avec en plus la Cour de justice européenne agissant en embuscade et sans aucun contrôle dans le sens d'une extension indéfinie de l'Europe.

Les interventions abusives vont encore plus loin et justifient l'inquiétude des Irlandais. Ils craignent à juste titre que l'on envoie leurs « boys » se faire tuer dans des guerres dont ils n'ont rien à faire et aussi de voir la vie de leurs petits à naître gravement menacée !

Ce comportement tyranniquement socialiste est inévitable et logique, comme rappelé plus haut, dès lors qu'une machinerie bureaucratique de cette ampleur est lancée ; certains rêvent d'une renégociation en vue d'une formule allégée du type « Europe des patries » : ce serait se lancer dans des délais inimaginables pour voir au finish le beau projet s'enliser dans les sables.

Il est « amusant », si l'on peut dire, dans cette affaire, de noter l'une des raisons du

chagrin des eurocrates à voir les Irlandais voter non ; en effet, ces derniers ont largement profité des fonds européens ayant reçu sur plusieurs années 40 milliards d'euros et sont taxés d'ingratitude ; ce faisant, les eurocrates soulignent bien le caractère étatiste de l'entreprise. C'est de l'assistanat entre les nations, pratique semblable à l'assistanat à l'intérieur d'un pays et qui comporte les mêmes défauts. On commence par ruiner toutes les populations sur la base des impôts nécessaires pour gaver d'argent l'immense machinerie. Ensuite, l'argent est distribué d'une façon tout à fait arbitraire aux uns et aux autres avec beaucoup de corruption et de l'injustice de tous les côtés, ainsi que l'effet de ruine habituel à toute opération d'assistanat. Dans un des pays balkaniques, la moitié des subventions reçues a disparu dans les poches des mafias locales.

La prospérité relative de l'Irlande ne vient pas du tout des subventions européennes mais simplement du culte de la liberté économique dans ce pays.

La seule déception que l'on a devant le « non » des Irlandais est qu'ils n'aillent pas au bout du raisonnement. Ils ont conquis leur indépendance d'une façon extrêmement rude pendant une guerre de 700 ans contre les Anglais et l'on pouvait croire qu'ils auraient pris goût complètement à cette indépendance. Cela devrait les conduire à sortir sans tarder de l'Europe et, une fois sortis à négocier, comme peut le faire la Suisse. Bien entendu il ne saurait être question d'abandonner le libre-échange, lequel n'a nul besoin de la bureaucratie européenne pour s'installer et prospérer.

Lors de l'arrivée de la Tchéquie à la présidence européenne et compte tenu de la forte personnalité de Vaclav Klaus, il est violemment critiqué et même méprisé avec l'insolence habituelle des violonistes de la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T.). Voici un petit et gracieux échantillon relevé dans le journal officiel de la Sarkozy en majesté, à savoir le Figaro.

Monsieur Vaclav Klaus est le « trouble-fête », ce qui veut bien dire que l'un des objectifs des eurocrates est de faire la fête sur le dos des contribuables. Nous citons encore : « Eurosceptique, le président de la République tchèque, a aussi réussi l'exploit de se mettre à dos une bonne partie des dirigeants européens par ses provocations » : quand on dit la vérité, on est traité de provocateur.

Nous continuons les citations : « A 67 ans, cet économiste bancaire natif de Prague qui fut ministre des finances et premier ministre de 1982 à 1997 avant de se muer en nationaliste acharné, n'est jamais à court de croisade. Pourfendeur des technocrates de Bruxelles, ennemi juré de tout ce qui ressemble de près ou de loin à un écologiste, il rejette en bloc la monnaie unique, l'État-providence, la législation antitabac, le mandat d'arrêt européen, la loi anti discrimination jugée inutile et contre-productive... ». On reconnaîtra dans ces invectives le penchant naturel du journal le Figaro pour l'étatisme le plus vulgaire.

Le quotidien ironise sur l'européanisme que Klaus considère comme un virus : il ignore que la grande majorité des peuples européens considère qu'effectivement l'Europe est un virus. Pour le président tchèque le réchauffement global est un dogme trompeur, ce qu'évidemment le Figaro ne peut pas supporter malgré la neige qui s'étend sur toute l'Europe et sur l'Amérique du Nord. On ajoute du mépris en le traitant de Machiavel ou

de provincial et il s'est fait injurier par Cohn Bendit, l'ancien soixante huitard devenu richissime par la politique.

Le seul vrai problème pour les Européens est que malheureusement la propagande dictatoriale détient tous les leviers du pouvoir et en particulier du pouvoir médiatique de sorte que sauf un réveil brutal de ces Européens contre Bruxelles il est à craindre que la marée noire totalitaire ne cesse de s'étendre.

Sur ce plan, les Tchèques sont très informés puisqu'ils ont supporté des dizaines d'années de dictature venant de l'ancienne URSS. Il est certain que l'Europe telle qu'elle glisse actuellement sur une pente irréversible et ceci pour le seul intérêt personnel des eurocrates se comporte tout à fait comme le pouvoir soviétique le fit pendant de longues années, même si les méthodes sont apparemment plus douces.

Si un pays sortait du carcan européen, il devrait confirmer et étendre la liberté des échanges ce qui serait une réponse à la crise. Vaclav Klaus ne peut rien tout seul. Le tour de piste de la Tchéquie pourrait être un premier mouvement.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES
(CLE)**

(Association de la loi de 1901)

5, rue Dufrenoy 75116 PARIS

C O M M U N I Q U É

**Nous avons l'honneur de vous inviter
À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

LE LUNDI 9 FEVRIER 2009 À 18 H 30

**DANS LA SALLE DE L'ASIEM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007
PARIS (METRO SÈVRES-LECOURBE).**

MONSIEUR ÉLIE HATEM

AVOCAT À LA COUR

ET

**PROFESSEUR À LA FACULTÉ LIBRE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE DE
PARIS (FACO).**

TRAITERA LE SUJET SUIVANT :

« LA PLACE DE LA FRANCE DANS LE MONDE »

**Le Président,
Michel de PONCINS**

Participation aux frais : 10 €; adhérents de CLE : entrée gratuite

CITATIONS

KEMAL ATATURK

« La meilleure façon pour un pays de perdre son indépendance est de dépenser l'argent qu'il n'a pas »

PATRICK DEVEDJIAN

Ce Monsieur est simultanément président du conseil général des Hauts de Seine et ministre de la relance : ce cumul intolérable jette un certain nombre de personnes à la pauvreté et peut-être à la rue. Le 13 janvier c'est-à-dire ce soir il réunit 2000 personnes à l'hôtel du département à Nanterre pour leur offrir ses vœux. La cérémonie a bien fait être supprimée à cause de la crise. Mais le ministre de la relance a eu l'idée géniale de maintenir les vœux non par convivialité mais par signe politique : cela ne s'invente pas ! Voici ce que déclare son entourage : « supprimer les vœux aurait été perçu comme un message négatif, en rajoutant au pessimisme alors que la relance est au cœur des préoccupations du ministre. Ces vœux font aussi travailler des entreprises, des prestataires. Ce n'est pas le moment de les fragiliser ».

En d'autres mon travail mieux la bouche pleine et en se remplissant la bouche on va faire travailler les gens tout en les ruinant.

REVUE DE PRESSE

L'ART CONTEMPORAIN

La différence entre l'art contemporain et l'art tout court est que le premier ne peut se comprendre qu'avec un galimatias qui prétend l'expliquer avec un langage éventuellement abscons. L'art tout court n'a pas besoin de commentaires pour s'imposer.

Un peintre allemand à la mode chez les cuistres, Gerhard Richter, vient de déclarer dans la presse « Mes tableaux sont sans objet ; mais, comme tout objet, ils sont l'objet d'eux-mêmes. Ils n'ont, par conséquent, ni contenu, ni signification, ni sens : ils sont comme les choses, les arbres, les animaux, les hommes ou les jours qui, eux aussi, n'ont ni raison d'être, ni fin, ni but ». On admirera au passage le vrai mépris de ce monsieur pour la création et ses beautés.

LES GAMINERIES DU PRESIDENT

Décidément avec son activisme désordonné et permanent le président jogger se livre à de véritables gamineries qui, d'ailleurs, sur le plan international ne laissent pas d'énerver ses interlocuteurs.

La dernière révélée dans les médias est sa prétendue décision de ne pas donner le permis à un jeune qui aurait mis le feu à une voiture avant qu'il ait remboursé la voiture. Il met ainsi en jeu une collection de lois contradictoires à prendre. En outre, il faut attraper le jeune ce qui est impossible dans la désorganisation de la sécurité en France.

Un avocat a affirmé sans rire que pour rembourser il est indispensable de gagner sa vie et d'avoir une voiture pour cela. Donc le prétendu coupable, s'il est par vrai miracle républicain, attrapé sera acculé à conduire sans permis pour engranger des sous afin de rembourser !

BREVES ET LONGUES

LES SEYCHELLES VICTIMES DU SOCIALISME

Le socialisme est cette maladie redoutable qui permet aux « politiciens » de prendre par la force de l'argent à la population pour réaliser leurs propres objectifs.

Les îles Seychelles dans l'océan indien avaient tout pour être prospères. Le tourisme et la possibilité de créer un paradis fiscal leur en donnaient tous les moyens.

Des gouvernements de gauche ont endetté à mort le pays afin d'entretenir des fonctionnaires en surnombre et de donner des allocations et des services gratuits. Il en est résulté une surcharge d'impôts qui ont tué les activités privées et ont enlevé à la population le désir de travailler. Elles sont maintenant conduites à une cure forcée d'austérité qui ne fait pas que des heureux en particulier chez les populations les plus pauvres.

RACHIDA DATI

La presse célèbre à l'envi la naissance de la fille de la ministre. Or la petite n'a pas de père penché sur le berceau. N'ayant pas de père, elle n'a pas de vraie maman car qu'est ce qu'une maman sans papa, pour célébrer l'amour entre eux.

Pour Roselyne Bachelot, ministre de la santé et, à ce titre, patronne de la sécurité sociale, la grossesse est une maladie. La culture de mort n'est pas étrangère à ce faux concept.

Toutefois la ministre de la justice a dit qu'attendre un enfant n'est pas une maladie. C'est donc un nouveau couac dans le gouvernement. Pour une fois on ne peut pas être en désaccord avec Rachida.

LA HALDE

La Halde poursuit son action tous azimuts. C'est ainsi qu'elle veut expurger les livres scolaires. Elle a pris en ligne de mire le poète Ronsard. Dans le fameux poème « mignonne allons vois si la rose... », elle a repéré un vers qui donne une image négative du grand âge. Il n'en faut pas plus pour qu'elle y voit une image négative des seniors. Décidément, en France, le ridicule ne tue plus.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

ENVOYE PAR FRANCOIS GUILAUMAT

LA «CRISE» QUI VIENDRAIT D'UN «EFFONDREMENT DE LA DEMANDE»

Jean-Yves Naudet, *La Nouvelle lettre*, 9 janvier 2009

En ce début d'année, la crise et les plans de relance destinés à y remédier restent à la une de l'actualité. Or, si le diagnostic n'est pas le bon, le remède ne sera pas approprié.

Et la majorité des experts et des gouvernements se trompe bel et bien de diagnostic, et propose de mauvaises solutions.

Dernier exemple en date, celui du FMI, par la voix de son chef économiste, Olivier Blanchard : la principale

composante de la crise serait « un effondrement de la demande ». C'est un retour à Keynes et même

à Malthus. Et c'est une erreur complète d'analyse.

« Remplacer la demande privée »

Nous avons déjà signalé cette soudaine épidémie de keynésianisme qui frappe les hommes politiques comme les institutions internationales.

Le cas du Fmi est intéressant, car cet organisme a pendant des années prôné l'équilibre

budgétaire [à temps et à contre-temps], une certaine rigueur dans la gestion des dépenses publiques, la nécessité de lutter contre l'inflation, etc.. Il y a encore quelques semaines, Dominique Strauss-Kahn lui-même, pourtant adepte de la social-démocratie, ne recommandait la relance budgétaire que pour les pays en excédent ou à l'équilibre, l'excluant pour les autres, compte tenu de l'ampleur des déficits actuels. Cette tradition a été balayée en quelques jours, comme en témoigne l'interview d'Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, dans *Le Monde* :

« Il n'y a pas de revirement. A circonstances différentes, remèdes différents. Nous sommes en présence d'une crise d'une amplitude exceptionnelle, dont la principale composante est un effondrement de la demande ».

A partir du mois d'octobre, une paralysie des intentions de dépenses s'est déclenchée d'une façon soudaine et mondiale. Les mois qui viennent vont être très mauvais. Il est impératif de juguler cette perte de confiance, de relancer, et, si nécessaire, de remplacer la demande privée, si l'on veut éviter que la récession ne se transforme en Grande Dépression ».

Soyons plus précis :

« Cela implique d'utiliser les outils monétaires et budgétaires (...). Il faut que les gouvernements et les banques centrales indiquent clairement qu'ils sont prêts à tout faire pour éviter une nouvelle Grande dépression. Pour le moment, une expansion budgétaire de 2% paraît suffisante. Mais, si les circonstances l'exigent, il faut que les Etats soient prêts à faire plus, 3% ou plus si nécessaire ».

Pourquoi ne pas baisser les impôts ?

« Il vaut mieux que la relance intervienne par l'augmentation des dépenses publiques que par la diminution des recettes publiques. Autrement dit, les constructions de ponts ou les rénovations d'écoles risquent d'avoir plus d'effets sur la demande que les réductions d'impôts que les ménages sont tentés de transformer en épargne de précaution ».

Mais, si on diminue quand même l'impôt, il vaut mieux cibler les plus pauvres, qui le dépenseront aussitôt.

Les pièces d'or glissées sous le matelas

Ce texte est admirable en ce qu'il constitue à lui seul un manuel du parfait petit keynésien. Il présente la même conception de la demande que Malthus, puis Keynes : la demande en soi est trop faible, parce que l'on distribue trop peu de salaires et que les plus riches ne dépensent qu'une partie de leur revenu. Ils épargnent trop. Cette épargne est retirée du circuit économique et perdue pour la dépense, elle est thésaurisée (c'est le mot qui convient).

Que Malthus puisse imaginer en 1800 que les gens glissent des pièces d'or sous leur matelas passe encore, mais que le FMI y croie encore en 2009 est surprenant ; en réalité la thésaurisation est quasi-nulle.

Encore une fois, pour répondre à tous ces néo-malthusiens, il faut revenir à la loi de Say. « L'offre crée sa propre demande » : dès que l'on produit, on distribue des revenus aux facteurs de production, en salaires, intérêts, profits. La majeure partie en est dépensée en consommation, alimentant la demande. Le reste est épargné, c'est-à-dire déposé en banque ou institutions ou placé en bourse. Cette épargne ne dort pas, et elle se retrouve en autant de crédits à la consommation ou à l'investissement, donc en demande. Au total, la demande est du même niveau que l'offre et il n'y a donc pas d'insuffisance de la demande globale.

Une lecture micro-économique de la loi de Say nous approche encore de la réalité. Dans chaque secteur où l'offre dépasse la demande, les baisses des prix des produits et des facteurs réduisent l'excès d'offre ; dans les secteurs où la demande dépasse l'offre, c'est l'inverse : les prix des produits et des facteurs augmentent, encourageant l'offre et réduisant la demande. Les facteurs se déplacent d'un secteur à l'autre en fonction de l'évolution des choix des clients ; il n'y a pas d'insuffisance globale de la demande et les déséquilibres sectoriels se résorbent par le mécanisme des prix et la régulation par les entrepreneurs.

C'est l'Etat qui empêche l'offre de progresser

Comment peut-il se faire que la loi de Say semble ne pas fonctionner ? Parce que les interventions étatiques empêchent les adaptations nécessaires : blocage ou contrôle des prix, aide aux entreprises qui devraient s'adapter, donc maintien en survie artificielle, rigidités de l'offre, découragement des entrepreneurs par les impôts excessifs et les réglementations paralysantes, etc.

Il est donc inexact d'imputer la crise actuelle à un effondrement de la demande. Une relance par les dépenses publiques n'aboutira qu'à des déséquilibres budgétaires accrus, à une dette explosive, à une reprise de l'inflation et du chômage, et à un Etat de plus en plus envahissant.

Oui, il y a bien crise : c'est celle des politiques étatiques aberrantes, comme la baisse artificielle des taux d'intérêt ou les manipulations budgétaires. C'est une crise de l'interventionnisme étatique et de la paralysie de l'offre par l'Etat, essentiellement par l'impôt et les réglementations publiques.

Pour stimuler la demande, il faut d'abord libérer l'offre en agissant sur les incitations microéconomiques : moins d'impôts, moins de réglementations, moins d'Etat. L'offre redémarrera et la demande suivra forcément. Mais imaginer que la demande a mystérieusement disparu et que l'Etat la remplacera par des dépenses publiques, sans que, bien sûr, personne ne paie la facture, c'est du pur fantasme. Il n'est de vraie demande que celle qui a été créée par une vraie offre. Tout le reste n'est que « faux droit » (Jacques Rueff).

VACLAV KLAUS

De François Guillaumat : LA DIFFAMATION

UNION EUROPÉENNE - Les Européens ont raison d'avoir peur de Prague

A compter du 1er janvier 2009, c'est la République tchèque qui assure la présidence tournante de l'UE. Or, son élite politique reste profondément divisée et, surtout, elle n'arrive pas à se débarrasser de son "provincialisme" centre-européen.

Les craintes concernant la capacité de la République tchèque à diriger l'Union européenne (UE) pendant les six mois à venir vont grandissant. Si l'on regarde ces craintes avec des yeux tchèques, on a une tendance naturelle à dédramatiser. Pourtant, à regarder la République tchèque avec une optique européenne, les craintes sont malheureusement justifiées. Le président de la République Václav Klaus affirme que la présidence de l'UE n'est qu'une fonction sans importance, car ce sont les grands pays qui dirigent politiquement l'Union. En réalité, on attend aussi du pays dirigeant un "leadership" politique. La grandeur du pays n'a pas à jouer un rôle véritable. En 2007, lorsque la grande Allemagne n'a pas réussi à faire accepter le nouveau traité européen qui aurait remplacé la Constitution européenne rejetée, l'initiative fut prise par le petit Portugal. Le document porte aujourd'hui le nom de "traité de Lisbonne".

Or, hélas, la République tchèque ne peut pas diriger politiquement l'Union, car elle n'est pas à même de se diriger elle-même. Sa chancelante majorité gouvernementale n'est pas capable de définir la position nationale vis-à-vis de l'UE, son plus important parti [l'ODS] se divise, le président de la République est en guerre avec le Premier ministre. Les zigzags des membres de l'ODS autour du traité de Lisbonne, comme sa ratification, repoussée depuis un an, sont embarrassants. Pour notre pays, le traité fut signé par le président de l'ODS, et c'est justement l'ODS qui bataille pour savoir s'il faut le ratifier ou non. A ce propos, on ne parle que des "intérêts tchèques", le point de vue européen et l'identité du continent étant presque entièrement absents du débat. Les Tchèques sont dans l'UE, mais ne se comportent pas comme des Européens.

Alors que la crise mondiale est là, l'UE a besoin d'avoir à sa tête un pays qui ne se débat pas dans une agonie politique intérieure. Un pays qui est capable d'aider l'Irlande à retrouver le chemin vers l'adoption du traité de Lisbonne. Pas un pays qui va s'occuper au moins jusqu'en février de son propre traumatisme de ratification. De même, la République tchèque ne cherche pas activement à adopter la monnaie européenne commune. Cependant, dans la crise économique actuelle, le centre de gravité des négociations de l'UE sera déplacé justement vers les pays unis par l'euro. De plus, il n'est pas évident qu'un pays dont le président a déclaré un combat mortel à l'Union puisse diriger l'UE d'une façon efficace. Les nombreux représentants politiques européens qui vont défiler chez nous dans les mois à venir cherchent sans doute déjà le moyen d'éviter le chef de l'Etat tchèque. Ils n'ont pas l'intention de recevoir de leçons, ni de se laisser ridiculiser par Václav Klaus.

Le reste de l'UE serait donc soulagé si l'on pouvait éviter d'une façon ou d'une autre la

présidence tchèque. Les règles communautaires ne le permettront pas, mais il sera possible de réduire la présidence tchèque à sa plus simple expression afin d'assurer la bonne marche de l'UE. La raison n'en sera pas, comme le prétend Václav Klaus, la petite taille du pays. En réalité, le provincialisme politique tchèque n'offre à l'UE aucune alternative.

Jiri Pehe

Právo
